

# La construction en difficulté, seul l'emploi résiste

La construction de logements est en très fort repli en 2020. Concernant la promotion immobilière, le recul des ventes est massif. La construction de locaux est aussi orientée à la baisse. L'entretien-rénovation du Bâtiment voit son niveau d'activité reculer et les carnets de commandes des travaux publics se réduire. L'emploi salarié de la construction progresse néanmoins, mais l'intérim fléchit fortement. Enfin, dans le secteur, la création d'entreprises hors microentrepreneurs baisse.

### La construction de logements neufs se replie

Les mises en chantiers de logements au cours de l'année 2020 enregistrent un fort recul (- 3,9 %) par rapport à l'année 2019 ► **figure 1**. En 2020, 49 300 logements ont été commencés dans la région. La situation est moins mauvaise qu'en France, où les mises en chantier baissent de plus de 8 % en 2020. Dans la région les autorisations à la construction décrochent (- 13,6 %) ► **figure 2**, pour atteindre un cumul de 55 200 logements sur l'année, soit une évolution similaire à celle constatée en France (- 13,9 %). À titre de comparaison, durant la crise de 2008, les autorisations de logements avaient connu un recul de près de 24 % sur un an dans la région.

En Auvergne-Rhône-Alpes, 14 240 maisons et appartements neufs sont réservés au cours de la dernière année, soit un recul de 23 % par rapport à 2019 ► **figure 3**. Dans l'ensemble de l'Hexagone, le repli est de plus de 24 %. Cette diminution du marché des logements neufs est principalement due aux conséquences de la crise sanitaire. En particulier, les réservations du deuxième trimestre 2020 sont inférieures de 39 % à celles de la même période en 2019. En 2008, dans une situation de crise également, les volumes de vente avaient reculé de 35 % par rapport à l'année précédente. Le nombre de prêts à taux zéro (PTZ) dans le neuf, pour financer l'achat ou la construction d'une résidence principale, baisse de 23,5 % entre 2019 et 2020. Ils concernent 6 800 ménages. En 2020, le nombre de logements sociaux, dont le financement est agréé par les pouvoirs publics, baisse de 24 % pour atteindre 10 970 logements. Parmi eux, ce sont les agréments de logements PLUS (Prêt locatif à usage social) qui connaissent la plus forte érosion (- 30 %), passant de 5 990 en 2019 à 4 180 en 2020.

### La construction de locaux décroche

Les autorisations de locaux non résidentiels reculent très fortement ► **figure 4**. La surface totale des mises en chantier enregistrées au cours de l'année baisse de 17,6 % pour s'établir à 4,1 millions de m<sup>2</sup> (données provisoires). Ce recul concerne tous les types de locaux, mais il est particulièrement marqué pour l'hébergement hôtelier (- 48,5 %), les bureaux (- 27,6 %) et le commerce (- 26,8 %) ► **figure 5**.

### L'entretien-rénovation est en berne

Selon la CERC (Cellule économique régionale de la construction), le chiffre d'affaires du secteur de l'entretien-rénovation recule de 7 % par rapport à 2019. L'activité est portée traditionnellement par le logement qui baisse de 6,5 %, tandis que l'entretien-rénovation des locaux non résidentiels recule de 8,2 %. Dans le parc privé, les aides accordées par l'Agence nationale de l'habitat (Anah) aux propriétaires occupants, bailleurs ou syndicats de copropriété, baissent de 17 % par rapport à l'année précédente. Elles s'élèvent à 87 millions d'euros et concernent 12 350 logements. L'aide publique MaPrimeRénov' peut être attribuée au propriétaire occupant pour financer des travaux et/ou des dépenses de rénovation énergétique dans sa résidence principale. En 2020, année de mise en place du dispositif, elle a concerné 15 400 logements, pour un montant des travaux engagés de 192,9 millions d'euros et un montant de primes de 73,9 millions d'euros. Destinés à financer des travaux de rénovation énergétique des logements, les éco-PTZ (éco-prêt) augmentent de 14,7 % en 2020 et concernent plus de 5 000 ménages, hausse à relier aux allègements apportés à ce dispositif

(notamment la suppression de la condition de bouquets de travaux et l'extension de l'éligibilité à tous les logements achevés depuis plus de deux ans).

À l'inverse, les PTZ dans l'ancien avec travaux reculent fortement (- 39 %) et ne concernent plus que 1 645 ménages.

### Baisse des commandes dans les travaux publics, tassement pour les matériaux

Les carnets de commandes des travaux publics se sont légèrement dégarnis en 2020 et atteignent en moyenne 5 mois de travail garanti, soit un recul de 0,4 mois par rapport à l'année précédente. En 2020, la production de béton prêt à l'emploi baisse de plus de 7 % en un an. De janvier à novembre 2020, la production de granulats recule de 9,9 % par rapport à la même période de 2019.

Le secteur de la construction a cependant continué d'embaucher et regroupe 188 000 salariés fin 2020, en hausse de 2,1 % par rapport à l'année précédente. En revanche, le nombre moyen d'intérimaires sur trois mois à fin décembre 2020 décroche (- 11,5 %) et correspond à 18 000 équivalents temps plein.

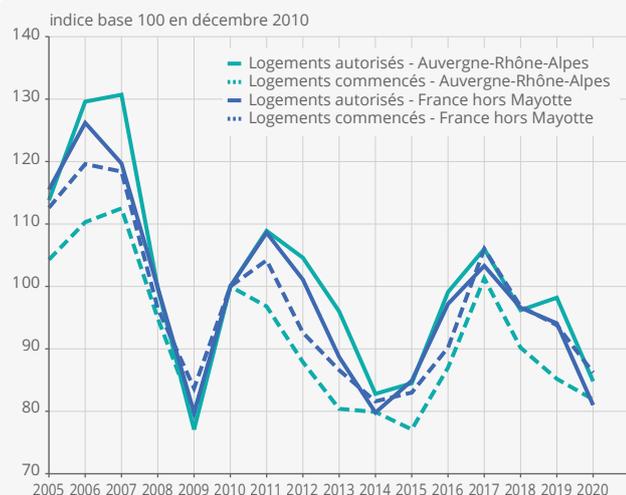
À la fin du 4<sup>e</sup> trimestre 2020, le nombre de demandeurs d'emploi dans la construction est en très forte hausse (9,7 % sur un an), une évolution plus marquée qu'au niveau national (3,4 %).

La création d'entreprises recule. Au cours de l'année 2020, si on exclut les micro-entrepreneurs, 4 300 entreprises ont été créées dans le secteur, soit une baisse de 3,9 % sur un an. ●

### Auteurs :

Perrine Billard, CERC Auvergne-Rhône-Alpes  
Christophe Rafrat, Dreal Auvergne-Rhône-Alpes

## ► 1. Évolution de la construction de logements



**Note :** données estimées provisoires arrondies à la centaine en date réelle.

**Champ :** logements individuels, collectifs et en résidence.

**Source :** SDES, Sit@del2, estimations au 30 avril 2021

## ► 2. Construction autorisée de logements par département (en %)

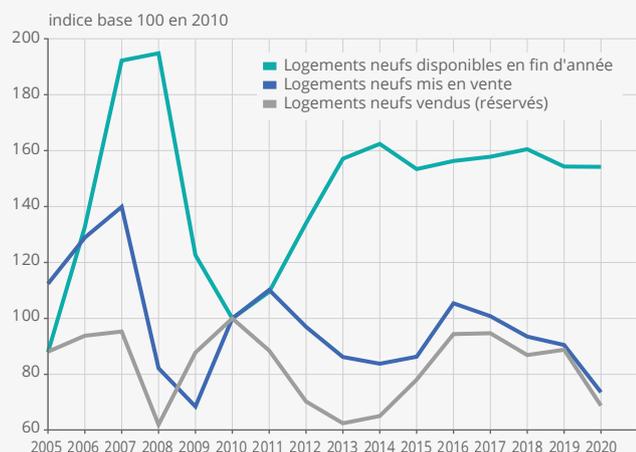
Département	Logements en 2020 (nombre)	Évolution 2020/2019	Évolution annuelle moyenne 2019/2014 <sup>1</sup>
Ain	4 700	- 4,8	- 1,5
Allier	700	- 23,2	+ 5,8
Ardèche	2 100	+ 4,1	+ 1,3
Cantal	400	- 19,1	+ 2,4
Drôme	2 900	- 15,0	+ 0,9
Isère	8 000	- 29,8	+ 5,8
Loire	3 500	- 0,6	+ 6,7
Haute-Loire	900	+ 7,0	- 1,6
Puy-de-Dôme	3 600	- 32,2	+ 10,7
Rhône	12 500	+ 1,0	- 2,3
Savoie	4 100	- 26,7	+ 7,9
Haute-Savoie	11 900	- 9,6	+ 7,1
<b>Auvergne-Rhône-Alpes</b>	<b>55 200</b>	<b>- 13,6</b>	<b>+ 3,5</b>
France hors Mayotte	386 800	- 13,9	+ 3,3

<sup>1</sup> : taux d'évolution annuel qu'aurait connu la construction de logements si l'évolution avait été la même pour chaque année de la période considérée.

**Notes :** données brutes provisoires arrondies à la centaine en date réelle. Les évolutions sont calculées sur données non arrondies. En raison des arrondis, des totaux peuvent légèrement différer de la somme des éléments qui les composent.

**Source :** SDES, Sit@del2, estimations au 30 avril 2021

## ► 3. Évolution de la commercialisation de logements neufs en Auvergne-Rhône-Alpes

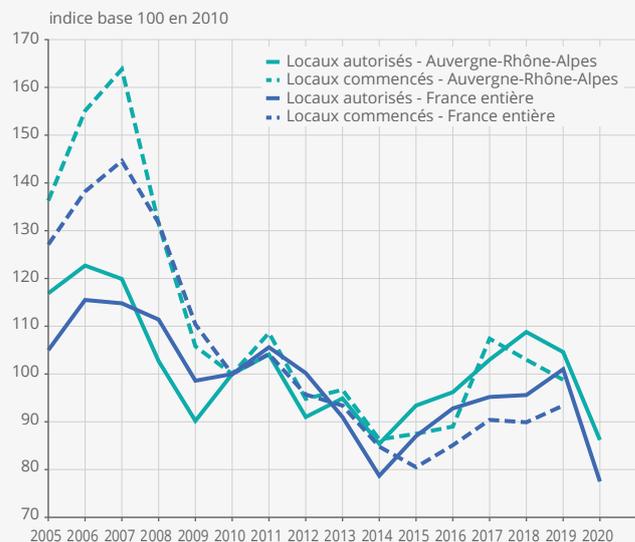


**Note :** données 2020 redressées pour les logements neufs disponibles et mis en vente.

**Champ :** permis de 5 logements et plus destinés à la vente aux particuliers.

**Source :** SDES, enquête ECLN

## ► 4. Évolution de la construction de locaux non résidentiels



**Note :** données brutes provisoires en date réelle.

**Source :** SDES, Sit@del2, estimations au 30 avril 2021

## ► 5. Construction autorisée de locaux non résidentiels, selon le type (en %)

Type	Auvergne-Rhône-Alpes			France entière	
	Surfaces autorisées en 2020 (milliers de m <sup>2</sup> )	Évolution 2020/2019	Évolution annuelle moyenne 2019/2014 <sup>1</sup>	Évolution 2020/2019	Évolution annuelle moyenne 2019/2014 <sup>1</sup>
Artisanat	253	- 23,0	+ 9,5	- 8,0	+ 5,7
Bureaux	615	- 27,6	+ 6,5	- 25,2	+ 10,3
Commerce	419	- 26,8	+ 2,3	- 21,2	+ 0,3
Entrepôt	734	- 3,5	+ 4,9	- 32,9	+ 14,0
Exploitation agricole ou forestière	754	- 17,3	+ 0,3	- 19,1	- 0,2
Hébergement hôtelier	116	- 48,5	+ 29,5	- 21,1	+ 11,4
Industrie	501	- 18,5	+ 2,7	- 20,7	+ 5,9
Service public ou d'intérêt collectif	701	- 0,5	+ 2,7	- 22,1	+ 1,8
<b>Ensemble</b>	<b>4 094</b>	<b>- 17,6</b>	<b>+ 4,1</b>	<b>- 23,3</b>	<b>+ 5,1</b>

<sup>1</sup> : taux d'évolution annuel qu'aurait connu la construction de locaux, si l'évolution avait été la même pour chaque année de la période considérée.

**Note :** données brutes provisoires en date réelle.

**Source :** SDES, Sit@del2, estimations au 30 avril 2021

### ► Pour en savoir plus

- Dreal Auvergne-Rhône-Alpes : <http://www.auvergne-rhone-alpes.developpement-durable.gouv.fr/>
- CERC – Observatoire régional du BTP : [www.cercara.fr](http://www.cercara.fr)